

JANE KARUKU

Présidente, Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA)

J'aimerais aborder la question de l'agriculteur africain. Nous venons d'entendre beaucoup de choses sur des sujets de politique internationale et sur l'expérience du Brésil, mais je voudrais vous ramener vers l'agriculteur africain, celui dont nous parlons, parce qu'à mesure que nous avançons, cette question gagne en perspective et entraîne des considérations pratiques.

On nous a donné beaucoup de statistiques, mais 70-80 % de la nourriture que nous mangeons vient de ces personnes, et 80 % d'entre elles sont des femmes. Elles manient la houe et ne disposent pas de beaucoup de moyens technologiques. L'agriculture fournit presque 80 % des emplois au Burkina Faso, et en général, 60 % du revenu des petits exploitants agricoles sert à acheter de l'alimentation pour la consommation, ce qui constitue un nouveau défi qui pèse dans la balance. La contribution de l'agriculture au PNB africain se situe entre 25 et 45 %, mais malheureusement, elle n'attire pas autant l'attention que d'autres secteurs, aussi pensons-nous que l'investissement dans les pays africains, en dépit des paroles de mon ami du Burkina Faso, reste en deçà d'un niveau acceptable. Les gouvernements africains n'investissent pas suffisamment dans l'agriculture africaine.

Ces exploitants agricoles reçoivent en effet très peu de fournitures, d'engrais notamment, et je suis certaine que l'OCP sait que le pourcentage d'engrais consommés en Afrique ne dépasse pas les 6 % du total mondial. C'est un chiffre très décevant, qui se traduit en faibles rendements et par une avancée réduite dans ce domaine ; j'ai entendu la question posée au sujet des OGM en Afrique et je ne suis pas sûre que ce soit un débat pertinent, parce que les africains veulent avant tout avoir de quoi manger. La technologie des méthodes traditionnelles est suffisante pour nous permettre de passer du niveau actuel au prochain palier.

L'accès à la finance est un défi, parce que les femmes n'ont pas accès aux droits de propriété dans la plupart des pays africains, bien que cet état de choses commence à changer, et elles n'ont donc aucune garantie. Notre but à l'AGRA (Alliance pour une révolution verte en Afrique) est de travailler avec ces petits exploitants agricoles, en majorité des femmes, et nous essayons de travailler à la manière africaine qui est la nôtre, parce que nous avons raté la révolution verte survenue en Amérique du Sud et en Asie, et nous ne demandons donc qu'à apprendre en termes de durabilité et de changements climatiques. Nous utilisons des subventions pour aider ces exploitants agricoles à répondre aux difficultés posées par le large écart de valeur entre le grain et la table, et nous travaillons dans 17 pays.

Une modeste exploitation de soja au Malawi, avec un revenu nettement inférieur à celui d'un exploitant agricole brésilien, n'a aucun accès à des semences de bonne qualité, dont il existe des variétés très limitées, et ne peut pas acheter d'engrais car elle n'a pas de crédit. Même quand elle produit – et nous constatons une évolution positive de la productivité qui, bien que très lentement, se développe – elle n'a pas accès au marché de manière durable. Elle ne donne donc confiance ni aux financiers, ni aux autres acteurs potentiels du secteur.

Nous avons plusieurs programmes dans les 17 pays avec lesquels nous travaillons, et au premier chef un programme de semences. Nous commençons par le renforcement des capacités ; nous prenons avec nous de nombreux doctorants d'universités africaines pour étudier la culture agricole, et avec la culture traditionnelle, ils peuvent travailler sur des variétés que les Africains ont toujours utilisées, du maïs au millet, du sorgho au niébé et à la patate douce, soit des aliments que les gens ont toujours consommés. Nous traitons la question de l'alimentation en cultivant ces espèces africaines à haute valeur nutritionnelle.

Nous travaillons avec des institutions nationales, parce que la culture agricole en Afrique, comme dans la plupart des pays est gérée par des gouvernements et des institutions nationales. Il a de nombreuses discussions pour savoir qui possède les droits sur les semences de base, et ces ayants droit sont les États africains. Aussi la question de confier des semences de base à une entreprise privée, qui peut ensuite les remettre à l'exploitant agricole, pose-t-elle un vrai défi. Nous soutenons les programmes nationaux publics de culture agricole en donnant des bourses à ces étudiants que nous formons, et ils cultivent des variétés de semences dans les divers secteurs écologiques. Nous les soutenons ensuite pour qu'ils orientent ces variétés améliorées vers des producteurs de semences privés, des PME locales, pour faciliter un transfert en douceur. Nous travaillons beaucoup sur la réglementation, qui peut devenir un casse-tête. Dans bien des cas, les gouvernements n'ont pas la réglementation adéquate permettant de rendre ces transferts efficaces.

Nous travaillons avec environ 80 producteurs de semences autochtones dans ces 17 pays, et notre action consiste à leur donner un capital initial, des informations et parfois aussi une formation, ainsi que beaucoup de soutien commercial, et grâce à ce travail, nous aurons produit presque 70 000 tonnes de semences. Nous travaillons avec des réseaux d'agro-distributeurs, la distribution étant compliquée par un réseau infrastructurel insuffisant. Afin que la distribution circule des producteurs de semences nationaux aux exploitants agricoles sur le terrain, nous avons ce que nous appelons un réseau d'agro-distributeurs ruraux, qui comprend des fournisseurs d'intrants auxquels nous octroyons une aide commerciale et financière. Au cours des dernières années, nous avons travaillé avec environ 15 000 d'entre eux.

L'agronomie étant un défi, nous avons un autre programme qui porte le nom de programme de « santé des sols », pour promouvoir la gestion intégrée des sols et assurer la formation des exploitants agricoles : ils apprennent à combiner l'usage d'engrais organiques et non organiques avec la rotation des cultures (l'assolement) et avec la pratique des cultures intercalaires pour améliorer les rendements, et donc à faire mieux que lors des révolutions vertes précédentes en termes de durabilité. Nous travaillons avec des groupes, car la petite exploitation agricole possède moins de deux hectares, aussi n'a-t-elle pas de voix individuelle. Nous lui donnons donc une voix collective en formant des groupes d'exploitants agricoles. Nous formons ces groupes à renforcer leurs capacités en termes de gestion de leur organisation et de négociations des prix des intrants et des fournitures, et même à la vente sur le marché. Nous avons un autre programme qui fonctionne sur des marchés structurés, car les marchés traditionnels africains sont de simples marchés de plein air (sous les arbres) sans infrastructure et peu organisés, mais nous commençons à devenir très structurés ; les chaînes de détaillants arrivent dans la région, et nous aidons les exploitants agricoles à structurer le débat en termes de fixation des prix, des normes de qualité attendue, de rédaction de contrats, etc. Ceci s'applique aussi bien aux grandes entreprises du secteur privé telles qu'Unilever, qui font également un très bon travail, qu'aux PME traditionnelles autochtones.

Nous avons en outre un programme appelé « financement novateur ». Connaissant le défi posé par l'accès au crédit, nous travaillons avec les gouvernements africains pour obtenir des banques du secteur privé des capitaux à risques réduits ; cet argent est prêté aux petits exploitants agricoles à des taux d'intérêt préférentiels. Ceci fonctionne très bien au Kenya, en Tanzanie, au Mozambique et au Ghana. Ces prêts ne sont pas risqués, car il s'avère que le taux de non-remboursement est nul.

J'ai parlé des systèmes de semences et de santé des sols ; la santé des sols concerne avant tout l'agriculture intégrée et la protection des sols, qui s'effectue par un échange équilibré et réciproque avec la terre. La structuration de l'accès au marché concerne la manière dont ces exploitants agricoles vont vendre leurs produits au marché, et en effet, ils commencent à recevoir davantage que ce qu'ils consomment. Un aspect abordé dans ce programme concerne les



pertes après récolte : nous en perdons jusqu'à 60 % en dépit de l'augmentation de la productivité aux différentes étapes, au niveau de l'exploitation agricole, pendant le transport et sur le marché, et nous travaillons donc avec les exploitants pour les former à une meilleure manutention et à l'adoption de simples techniques de valorisation de leur production comme le battage, afin de réduire les pertes après récolte.

Il est capital de se soucier de la mise en place de mesures réglementaires et de savoir plaider notre cause à cet égard, car parfois les États adoptent des mesures qui n'aident pas leurs propres exploitants, non parce qu'ils ne désirent pas les aider, mais parce que personne n'a discuté avec eux ni recadré leur vision de la question, aussi travaillons-nous beaucoup avec les exploitants agricoles pour répondre à ces défis et pour traiter la question de ces mesures d'encadrement. Je pense que nous y réussissons très bien au Burkina Faso, et au Ghana, des changements sont en cours au niveau des lois sur les semences. En Tanzanie également, on voit une évolution dans la transmission et dans la manière dont ce pays assure la gestion de ses propres affaires et répond aux défis agricoles.

Le programme de financement est un bon exemple de la façon dont le gouvernement, le secteur privé et les exploitants agricoles peuvent travailler ensemble, et en unissant nos efforts, nous avons réussi à attribuer environ 1 milliard de dollars US au cours des cinq dernières années aux petits exploitants, avec un taux de non-remboursement extrêmement minime. Nous utilisons aussi cet argent pour développer des PME autochtones.

Nous travaillons par conséquent avec des partenaires pour trouver des financements. L'AGRA a vu le jour il y a environ six ans grâce à la fondation Gates et à la fondation Rockefeller, mais depuis lors, de nombreux partenaires nous ont rejoint, tels que l'USAID, l'agence américaine pour le développement international, le DFID, le ministère britannique du développement international, la Norvège, les Pays Bas, la Suède, et la liste s'allonge chaque jour. Nous cherchons d'autres partenaires pour mener à bien notre programme. Nous avons un forum, le Forum africain de la révolution verte, qui comprend neuf partenaires, organismes du secteur privé mais aussi mixtes, et une fois par an, nous nous réunissons pour délibérer et essayer d'aboutir par le dialogue à des solutions efficaces en termes d'aide aux petits exploitants agricoles. Si ces derniers réussissent, le PNB de ces pays augmentera et ils auront un poids accru dans les discussions avec leurs propres gouvernements.

Nous sommes très engagés aux côtés de l'Union africaine, car il y a des choses que les gouvernements africains ont promis de faire, mais n'ont pas fait. Par exemple, ils se sont engagés il y a dix ans à investir 10 % de leur budget national dans l'agriculture, mais en réalité, très peu d'entre eux le font. Le Burkina Faso est l'un d'entre eux. L'Union africaine voulait assurer une augmentation de 6 % par an de sa production agricole au sein du PNB, et quelques pays touchent enfin à ce but. L'an prochain sera l'année de l'agriculture africaine, ce sera donc une année très importante, étant donné l'attention accordée à l'agriculture africaine par la communauté internationale, pour des raisons évidentes : le prochain foyer d'insécurité alimentaire sera l'Afrique, et donc si nous ne traitons pas la question africaine, nous n'assurerons pas la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale. L'année prochaine sera une année capitale, aussi si vous ne vous êtes pas encore engagés dans un programme en faveur de l'Afrique ou n'avez signé aucun partenariat avec un État africain pour répondre à l'insécurité alimentaire, je vous demande de le faire, parce que l'année prochaine nous en offre l'opportunité. Si nous ne le faisons pas l'année prochaine, il sera trop tard.